

ÉNERGIE NUCLÉAIRE :

seule la mobilisation des masses imposera des mesures de sécurité

Devant la décision gouvernementale de multiplier les centrales nucléaires : 13 tranches pour les deux ans qui viennent, 200 d'ici à l'an 2000, pour couvrir les besoins énergétiques croissants de l'économie française, les protestations s'amplifient. La bourgeoisie, confrontée au refus croissant des masses, en particulier dans les régions prévues pour l'implantation des centrales, est amenée à développer une contre-propagande, à manœuvrer pour faire accepter son programme.

La question des centrales nucléaires est, en effet, particulièrement importante puisqu'elle touche à la fois à l'indépendance énergétique de la France et à la sécurité des masses non seulement pour l'immédiat, mais aussi pour les décennies à venir. Dans un précédent article (cf. F.R. n° 150), nous avons souligné la gravité des risques résultant du programme nucléaire de la bourgeoisie.

Comme pour de nombreuses autres industries polluantes, il y a des risques immédiats pour la santé des masses et l'environnement ; bien que graves, ces risques ont des conséquences connues et limitées dans le temps. Mais les centrales nucléaires, du fait qu'elles produisent et rejettent des éléments radio-actifs, exposent à des dangers aux conséquences encore mal déterminées et dont les effets risquent d'être durables pendant une longue période et même irréversibles. On rejette actuellement une partie des déchets radio-actifs directement dans la mer : l'usine de la Hague a rejeté 13 700 curies en 1973 (curie : unité de mesure de

radio-activité). Les techniciens de l'EDF prétendent qu'il n'y a pas de risques de concentration et de fixation dans la chaîne alimentaire. Rien n'est moins sûr, puisqu'en Angleterre, à la suite de rejets, on s'est aperçu que du ruthénium 106 (élément radio-actif) s'était fixé sur des algues destinées à la consommation. De nombreux autres phénomènes de ce genre ont pu être constatés ailleurs, montrant que les éléments radio-actifs artificiels peuvent se concentrer en certains points de la chaîne alimentaire notamment sur l'homme, avec pour conséquence une augmentation des cancers, leucémies, et de la naissance d'enfants anormaux. Certains éléments radio-actifs ayant une période très longue (2 400 ans pour le plutonium 239), c'est donc la santé, et les conditions de vie des masses pour des centaines d'années et donc sous la société socialiste future, qui risqueront d'être atteintes.

Les partis de la majorité, comme les responsables de l'EDF et du Commissariat à l'Énergie Atomique, nient pratiquement tout danger au développement des centrales nucléaires, mais les luttes des travailleurs des régions concernées par l'installation des centrales, les protestations et le manifeste émanant de scientifiques, les ont obligés à promettre que le débat aurait lieu, que les populations seraient consultées. J.J.S.S., par l'intermédiaire de son journal « L'Express », a profité de l'occasion pour lancer une campagne publicitaire d'envergure, sous le prétexte de donner la parole à ses lecteurs. Tout ceci n'est qu'une mascarade, puisque les décisions sont déjà prises. Par les arguments

qu'ils utilisent pour minimiser les risques de l'électronucléaire, les politiciens bourgeois et les responsables de l'EDF montrent leur mépris pour la santé des masses : le réchauffement des eaux dû à la pollution thermique, favoriserait la pêche, la radio-activité émise par les centrales serait infime comparée à la radio-activité naturelle !...

Un autre argument de la bourgeoisie serait que l'énergie nucléaire permettrait d'assurer l'indépendance énergétique de la France. En fait, l'impérialisme français devant l'impossibilité de poursuivre le pillage du pétrole, s'est rabattu sur le nucléaire, plus rentable dans l'immédiat. Mais ce choix, pas plus que le pétrole ne permet d'assurer l'indépendance énergétique du pays : il repose dans l'immédiat sur la dépendance par rapport aux licences US pour la construction des chaudières. Pour l'approvisionnement en uranium, il suppose le pillage des pays producteurs du tiers monde : Niger et Gabon, car les réserves de la France sont nettement insuffisantes, ou sur la dépendance vis-à-vis des super-puissances pour l'uranium enrichi, combustible utilisé dans les centrales à eau légère et que la France ne peut pas produire actuellement en quantité suffisante.

Les partis de « gauche » font quelques critiques au programme nucléaire de la bourgeoisie, surtout depuis que s'amplifient les différents mouvements de protestation, mais ne le remettent pas fondamentalement en cause. Ils proposent en fait de l'aménager sur deux points : franciser les centrales à eau légère construites sous licence US et na-

tionaliser les trusts qui produisent les réacteurs : Framatome, Creusot-Loire et ceux qui fournissent le combustible nucléaire : Péchiney-Ugine-Kuhlmann.

Ces mesures devraient, à la fois, assurer l'indépendance du nucléaire, et faire prévaloir la sécurité sur le profit.

Pour le P-S et le P-C-F, la question de la sécurité se réduirait donc à la question des nationalisations et l'élaboration d'un règlement. C'est pourquoi, ils s'opposent à tout moratoire, demandent seulement que le programme prévu soit freiné. Mais la nationalisation de l'industrie nucléaire et celle du combustible nucléaire, empêcheront-elles les centrales nucléaires d'être dangereuses ? Cette mesure ne permet pas magiquement de résoudre le problème posé par la radio-activité, les déchets nucléaires, etc. Ces questions supposent que d'importantes recherches soient menées. Et non pas seulement le ralentissement du programme nucléaire comme le préconisent le P-S et le P-C-F. Et surtout, la sécurité ne peut être assurée, pour le nucléaire comme pour les autres industries, sans la mobilisation la plus large des masses : travailleurs des centrales, habitants des sites d'implantation, chercheurs...

Comme ont pu le démontrer l'assassinat des 42 de Liévin et les luttes qui ont été engagées pour la sécurité avec la Commission populaire d'enquête, les nationalisations ne brisent en rien la logique du profit ; aux Houillères, comme dans les autres entreprises capitalistes,

ce qui prime, ce n'est pas la sécurité, mais le profit ; le progrès technique a permis d'augmenter le rendement, il n'a pas fait reculer les accidents et les maladies professionnelles, au contraire. Par contre, la vigilance et la lutte des travailleurs ont permis d'obtenir déjà quelques succès : renforcement des mesures de sécurité, respect des règlements. Il ne s'agit pas de demander comme les partis de « gauche » un débat au Parlement, la nationalisation et le ralentissement du programme nucléaire, mais d'élargir la mobilisation des masses, d'y participer activement et de la renforcer pour exiger que toutes les mesures de sécurité soient prises.

C'est pourquoi, nous soutenons les luttes qui commencent à se développer dans ce sens, car elles visent à sauvegarder les conditions de vie des masses d'aujourd'hui, mais aussi la sécurité future de la société socialiste. C'est pourquoi nous soutenons :

— Le mouvement des travailleurs scientifiques, dont plus de 2 000 ont signé un manifeste contre le programme électro-nucléaire.

— La lutte des travailleurs du nucléaire : ceux de la Hague, qui dépendent du CEA (entreprise nationalisée) sont en grève contre leurs conditions de travail qui ne leur permettent pas de respecter les mesures élémentaires de sécurité ;

— Les luttes des habitants des sites choisis par l'EDF pour installer ces centrales : paysans, pêcheurs, ouvriers... de Flamanville, Port-la-Nouvelle, Erdecen, Fessenheim...

Serge LIVET